

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22168 - 82EME ANNÉE

2016-2026 : 10e anniversaire de la disparition de Paul Vergès, témoignage de Houssen Amode

L'ONF au Port, il fallait le faire !



Le parc boisé du Port (photo A.D.)

La fin du récit de Houssen Amode est un peu Ary rapide, compte tenu du temps qui lui était imparti. Il y avait encore beaucoup à dire et partager, notamment les relations de Paul Vergès avec l'international. Sur ce sujet, nous aurons bientôt l'occasion d'y revenir à partir d'une intervention qu'il a eue à Port-Louis, l'an dernier, dans le cadre du centenaire de Paul Vergès. Mais ne boudons pas notre plaisir d'apprendre que Paul Vergès a convaincu l'Office Nationale des Forêts (ONF) de s'installer au Port. C'est la seule commune où il n'y a jamais eu de forêt ! Le Port est construit dans le cône de déjection de la Rivière des Galets. Il n'y a pas de mangrove.

« Alors que sa présence ne s'imposait aucunement au Port, commune en totalité urbaine, Monsieur Vergès a effectué un véritable tour de force en réussissant à y installer l'ONF sur la base d'une convention spécifique. Cette administration de l'Etat n'avait en effet aucune utilité, voire légitimité, à s'installer au Port. L'idée de Monsieur Vergès, que l'on pourrait considérer comme géniale a été appréciée et partagée avec complicité par le Directeur régional de l'ONF de l'époque (Monsieur Pierre de Montagnac qui avait auparavant joué un rôle

primordial dans la création du parc national de Guadeloupe) c'était de faire appel à la dimension et aux compétences de cette institution, découlant de son statut spécifique d'EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial)

La convention ainsi signée, moyennant rémunération, visait à installer à demeure au Port une équipe d'ingénierie et de cadres de l'office pour établir un programme de plantation adaptée (notamment des essences comme le bois noir, le tamarin de l'Inde qui enrichissent le sol), concevoir les projets, suivre leur fonctionnement et pour diriger et accompagner sur le terrain les équipes municipales.

Pour s'assurer au quotidien et durablement de cette présence la Ville avait même financé deux villas pour leur servir de bureaux et d'hébergement du personnel.

Mon propos ne serait pas complet si je faisais abstraction de ses autres orientations stratégiques comme en matière de politique de l'eau, indispensable pour ses projets :

Amélioration de la production des sources Blanche et Denise (il y a de l'Edena dans le réseau de distribution publique d'eau potable de la ville et d'avitaillement des bateaux très apprécié de tout temps par les équipages) — réalisation de nouveaux forages et construction de citernes — protection de la nappe phréatique avec une mission de contrôle de la situation en permanence à laquelle je m'acquittais grâce à un réseau de piézomètres et ce sous sa vigilance.

Pour conclure

Nous savons tous quels ont été ensuite les prolongements dans sa démarche pour le climat. Les personnalités de tout bord qui venaient à sa rencontre ne pouvaient échapper à au moins deux de ses préoccupations : La démographie et le réchauffement climatique.

A la Région cette dernière dimension a été au cœur de tous ses projets et initiatives :

. Production de plants pour les grands projets d'infrastructures et notamment avec l'appui des pépiniéristes pour la route des tamarins.

. Participation active à la création du Parc National des Hauts en 2007

. Coopération avec l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) qui avait été invitée à La Réunion

. Coopération étroite également avec le GIEC (Groupe d'Experts International sur l'Evolution du Climat)

Bien entendu il y a aussi sa nomination par le Gouvernement français à la présidence de l'ONERC (Observatoire National sur les Effets Climatiques) dès le début en 2002 alors qu'il était sénateur. A ce titre il est intervenu au Sommet de Copenhague en 2009. Sa présidence d'une quinzaine d'années a pris fin à son décès en 2016. »

(Fin)

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

L'Union européenne appelée à agir contre la crise climatique

Climat : l'ONU alerte sur une urgence économique et sécuritaire

Le changement climatique est devenu une urgence économique et sécuritaire, avertit l'ONU. En Europe, les événements extrêmes de l'été auraient coûté 180 milliards d'euros, affectant production, énergie, transports et agriculture. La dépendance aux énergies fossiles aggrave cette vulnérabilité. Malgré les progrès des renouvelables, les politiques actuelles conduisent encore vers +2,6 degrés au lieu de 1,5 degré prévu dans le Traité de Paris sur le climat. L'ONU appelle à renforcer la coopération internationale.

Le dérèglement climatique n'est pas une question de « guerre culturelle » ou d'affrontement partisan. C'est désormais une urgence économique et sécuritaire qui touche directement les populations et les économies. Simon Stiell, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a lancé cette mise en garde le 10 septembre devant la commission de l'environnement du Parlement européen, à Bruxelles.

Selon le responsable de l'ONU, les vagues de chaleur qui ont marqué l'été en Europe ont provoqué des dizaines de milliers de morts et lourdement affecté les infrastructures, les entreprises et les économies. Évacuations massives, arrêts de centrales électriques, perturbations des routes commerciales et baisse des rendements agricoles ont contribué à aggraver les tensions sur les prix alimentaires.

Coût de la canicule 2026 en UE : l'équivalent de la croissance attendue en 2026

Simon Stiell cite une estimation évaluant à 180 milliards d'euros le coût, pour l'économie européenne, des événements météorologiques extrêmes de cet été, en raison des pertes de productivité et des perturbations dans l'alimentation, l'énergie et les transports. Cette somme représente environ un point de produit intérieur brut, soit l'équivalent de la croissance attendue de l'Union européenne cette année. Pour le responsable de l'ONU, la dépendance aux énergies fossiles constitue une vulnérabilité écono-

mique supplémentaire. « Être laxiste sur le climat, c'est être laxiste sur l'inflation et le coût de la vie, sur la souveraineté et la sécurité, sur la croissance économique et les emplois », a-t-il averti.

À l'inverse, la transition énergétique apparaît comme une réponse économique. Les énergies renouvelables fournissent désormais environ la moitié de l'électricité européenne. Durant les six premiers mois du conflit au Moyen-Orient, la seule production solaire aurait permis à l'Europe d'économiser plus de 30 milliards d'euros d'importations de gaz.

À l'échelle mondiale, les investissements dans les énergies propres ont dépassé 2 000 milliards de dollars l'an dernier, soit deux fois ceux consacrés aux énergies fossiles.

L'UE appelée à agir à la COP31

Mais l'urgence demeure. Sans coopération internationale, le réchauffement pourrait dépasser 4 degrés. Les politiques actuelles conduiraient encore à environ 2,6 degrés, très loin de la limite de 1,5 degrés fixée par l'accord de Paris. Simon Stiell appelle donc l'Union européenne à agir lors de la COP31, prévue en Turquie, en privilégiant la mise en œuvre des engagements : réduction du méthane, sécurité alimentaire et adaptation des villes doivent notamment être prioritaires.

« L'inflation est un ennemi commun, la sécurité une cause commune », rappelle-t-il. Face au changement climatique, santé, emplois, alimentation et prospérité sont désormais indissociables.

M.M.

Oté

Wala sak i ariv kan i fé lo mové shoi

Mézami opliss i sava, opliss léssanss lé shèr, opliss kréol lé dann malizé. Pa par raporte li mèm, mé par raporte in gran péi konm l'Amérik apré sèye règ in kont avèk l'iran san savoir oziss pou kossa, san konète arète in guèr zot la komanssé. San konprann koman i arète in guèr kan zot la komanssé.

Mwin la lir par-la lo Prézidan lamérik téi koné pa oussa i lé lo détroit d'Ormuz é kossa k'li ansèrv oziss. Mwin la lir par-la Prézidan téi koné pa oziss linportanss lo détroit dsi lo poinn-vizé komèrssyal, dsi lo poinn-vizé ékonomik, épi par raporte la kantité pétrol i pass par détroit-la.

Mwin la lir par-la Lamérik la déklansh la guèr sinplomman pou ranporte bann zélékssion mi-manda épi pou assir son pouvoir ziska la fin son dézyèm manda... Mi sorte antann lo Prézidan apré dir si son parti i ranporte lo zélékssion shak éléktèr va gingn in prime sink mil dolar.

Mi panss toussala lé vré é bann travayèr La rényon i tir lo dyab par la ké par rapor in shoi malfé... Pou kossa mi di sa, pars dann tan Paul Vergès té prézidan la réjyon li l'avé drèss in plan pou lotonomi ènèrzètik avèk in miks ènèrzètik pou pèrmète anou sifir par nou mèm pou La rényon assir son lindépandanss ènèrzètik é pou bann rényoné évite tonm dann pyéz lo tou otomobil.

I paré bann otomobiliss nout péi i sèye fé zékonomi léssanss, épi gazoil, i sèye pa tro dépanss pou ashté léssanss épi gazoil... Donk ni pé dir sé par la fote l'amérik nou lé dann in tablatir konmsa ; ni pé dir sé par la fote l'Iran nou lé dann in mové pa konmsa... Oui, mé nou, Kèl shoi nou la fé ? Kèl solissqion l'avé é kèl nou la shoizi... Nou ossi nou la fé lo mové shoi é zordi nou lé pri dan la min korbo konm i di dann shanté kabaré.

Koman ni ansort anou éstèr ? La fuite an avan ? Lé touzour possib mé la kilbite lé o bouté... Biensir nou lé dann la tablatir par l'amérik, Israel, La franss... é nou mèm nou lé pou arien ladan ?

A bon antandèr salu !

Justin